Elections fédérales : les socialistes ont oublié les "petites gens"

Autor(en): **Bossy, Claude**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **41 (2004)**

Heft 1590

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1019029

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les socialistes ont oublié les «petites gens»

L'électorat de condition modeste boude le parti socialiste. Il est temps de renforcer la solidarité avec les classes ouvrières qui souffrent des mutations sociales et économiques en cours.

L'élection au Conseil fédéral du leader de la droite populiste a réouvert le débat sur la participation des socialistes au gouvernement. Mais ce débat ne doit pas occulter un problème beaucoup plus aigu, révélé par l'enquête de l'institut GfS sur le profil sociologique de l'électorat suisse (cf. *DP* n°1588). Si l'on prend en compte le niveau de formation et de revenus, l'UDC est le parti des gens modestes, au contraire des partis socialiste et radical.

On se rappelle que des observations identiques ont été faites en France pour la droite, celle de Le Pen, et en Autriche au sujet de Haider. A gauche, on peut minimiser ces conclusions dérangeantes en affirmant qu'il est plus facile, face au malaise social des gens modestes, de surfer sur le ressentiment et la xénophobie plutôt que de remettre en question les rapports de force actuels. C'est vrai partiellement, en particulier pour la classe moyenne inférieure, les employés âgés menacés par le chômage et la baisse des retraites.

Mais globalement, le problème n'est pas aussi simple. Du fait de l'appartenance sociale de ses militants et de son électorat le plus actif, la gauche, et plus particulièrement le parti socialiste, privilégie naturellement la défense de la fonction publique (à ne pas confondre avec le service public) et les aspects de son programme qui relèvent de ce qu'on pourrait appeler la «gauche culturelle»: écologie, féminisme. Cela au détriment du volet social, la solidarité avec les classes populaires qui font les frais des mutations en cours.

Une posture *bcbg*

Médiatiquement, les socialistes appartiennent à l'establishment politique, tout en en constituant l'aile la plus ouverte, la plus généreuse. Cette posture «bcbg», affublée parfois d'un discours tiers-mondiste, ne peut tenir lieu d'engagement politique. Un engagement qui exige patience, continuité et réalisme, que ce soit dans la lutte contre le chômage, contre la dégradation des conditions de travail, la péjoration du régime des retraites, pour l'abaissement des coûts de l'assurance maladie, la construction de logements sociaux. Face aux sirènes blocheriennes, la construction d'une telle alternative est plus facile à affirmer qu'à réaliser; elle exige du temps, de l'humilité, de la réflexion. Mais le divorce actuel entre la gauche et l'essentiel des milieux populaires est inacceptable et aboutit à un renforcement de la droite populiste. *cb*

La politique du dimanche

C'était le jour du seigneur et du repos. Le dimanche est devenu celui de la politique. La parole s'exprime librement. La confidence délaisse le parler convenu, cette "langue de bois" trop imprégné de prudence et de collégialité. D'un dimanche à l'autre, on apprend que l'assurance maladie lorgne vers les nouvelles taxes sur le tabac au détriment de l'AVS, que le bâtiment court à sa perte au risque de milliers d'emplois ou que la vente de l'or de la Banque nationale pourrait échapper en partie aux cantons pour soulager l'AVS. Il y a toujours un journaliste pour écouter, sinon solliciter, et colporter l'opinion d'un conseiller fédéral, le credo d'un chef d'entreprise ou les résultats d'un sondage. Les médias soignent ainsi leur tirage et comptabilisent leurs parts de marché. Politiciens et décideurs de tout bord occupent le terrain et acculent les adversaires.

Les journaux dominicaux, *Sonntagsblick* et *Sonntagszeitung* en tête - la *NZZ am Sonntag* ne mange pas trop de ce pain-là et *Le Matin Dimanche* n'est pas toujours dans le secret des dieux souvent alémaniques - tournent à plein régime dans la béance du week-end. La sarabande médiatique s'auto-alimente jour après jour, jusqu'au prochain dimanche. Elle contamine les débats. L'effet d'annonce a ses vertus et porte toujours quelques fruits.

Le dimanche la politique devient l'art de l'improbable. Bien plus excitant que le possible ordinaire; le consensus qu'il faut composer et recomposer loin des feux de la rampe. Mais le possible n'exclut pas l'improbable. L'action d'un parlement de milice intermittent, le travail discret des commissions, la lenteur parfois désespérante des institutions vont de pair avec la visibilité flatteuse des médias. On joue volontiers sur les deux tableaux. Quitte à le regretter quand les médias échappent au contrôle de ceux qui s'en servent, à l'image de la rancœur radicale à l'égard de la TSR.

Galvanisée par le dimanche, la politique sort désormais quotidiennement des palais. Elle trompe les lieux du pouvoir, sans les quitter. Elle est parlementaire et extra-parlementaire, sept jours sur sept. Dans les pages des journaux ou sur les ondes, entre *Forum* sur la RSR et *Arena* sur SF1 et malgré le retrait de *Droit de cité* sur la TSR, on ne compte plus les déclarations fracassantes, les aveux embarrassants, les prévisions tonitruantes. Tout le monde s'y met. Groupes de pression et *think thank* s'en donnent à cœur joie. L'opinion publique, cette cible anonyme, devient le milieu où une idée encore impensable, peut germer avant d'infiltrer le politiquement correct. Le relèvement de l'âge de la retraite à soixante-sept, suggéré à haute voix par Pascal Couchepin, malgré le scandale, la mobilisation populaire et la défaite électorale des radicaux, gagne jour après jour sa légitimité et le droit d'infléchir l'agenda politique. Le tabou, transgressé via les médias, se banalise. On peut en parler. L'interdit est levé. Le dimanche, on s'adresse au souverain, sans détours. Car on peut tout lui dire. Comme dans une prière. *md*